

## L'IMPÉRATIF D'UNE GOUVERNANCE CONGOLAISE PROSPECTIVE ET STRATÉGIQUE POUR UNE GÉOPOLITIQUE DE PARTICIPATION ACTIVE

Par

**Daniel MAKIESSE MWANAWANZAMBI**

*Professeur à l'Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et  
Politiques, Département des Relations Internationales (R.D.C).*

### RÉSUMÉ

*La République Démocratique du Congo est, par sa dimension géographique, un État qui passe pour un sous-continent. C'est le seul pays africain qui, plus que tous les autres, partage des limites frontalières avec un nombre important des pays ; soit au total neuf pays voisins. Aussi, son administration est appelée à une prise en compte effective de son potentiel pour participer de manière autant effective qu'efficace à la gestion de son espace et de son environnement, à travers une gouvernance voulue aussi bien prospective que stratégique.*

**Mots-clés :** *Gouvernance, prospective, stratégique, géopolitique, participation active*

### ABSTRACT

*The Democratic Republic of Congo is, by its geographical dimension, a state that passes for a sub-continent. It is the only African country that, more than all the others, shares border limits with a significant number of countries; that is, a total of nine neighboring countries. Also, its administration is called to an effective consideration of its potential to participate effectively and efficiently in the management of its space and its environment, through a governance desired both prospective and strategic.*

**Keywords:** *Governance, prospective, strategic, geopolitical, active participation*

### INTRODUCTION

De l'avis des observateurs avertis, la République Démocratique du Congo semble ne pas jouer pleinement son rôle au regard de l'étendue de son territoire. En effet, ce pays ne cesse d'en étonner plus d'un lorsque l'on observe, en plus de ses dimensions quasi-continentales, les différentes ressources naturelles et humaines qu'il recèle, non seulement par rapport à leur qualité mais aussi à leur quantité. À dire vrai, un scandale aussi bien géologique que géographique !

Face à ce paradoxe, il y a lieu de se poser bien des questions pour parvenir à déterminer sinon les causes ou du moins la cause majeure qui concourt à la manifestation de cet état de choses, de cette situation on ne peut plus dramatique. Et, dans le lot des questions qui méritent d'être posées, la principale serait sans nul doute de chercher à savoir si la République Démocratique du Congo bénéficie, de la part de ses dirigeants, d'une gestion étatique appropriée ; fait qui soulève, d'ores et déjà, la question préoccupante de la gouvernance, mieux de la bonne gouvernance.

C'est dans cette perspective qu'il importe avant tout de clarifier les différentes occurrences de la dénotation des concepts qui font l'objet d'usage récurrent dans cette recherche :

- La gouvernance, selon le constat exact de Dario BATTISTELLA, le concept de gouvernance est emprunté au langage des gestionnaires des grandes firmes à qui, depuis le milieu des années 1970, la question de gestion des entreprises est fréquemment posée<sup>1</sup>. Dans ce langage, le terme « Gouvernance » sert à questionner les dirigeants sur la façon dont leur gestion peut assurer un équilibre entre les intérêts des actionnaires et ceux des autres parties prenantes à la firme<sup>2</sup>.

A la fin des années 80, la notion de la Gouvernance a été transposée au niveau macroéconomique, notamment par la banque mondiale, et ce, assortie d'un substantif « bonne ou juste »<sup>3</sup>. Désormais, la bonne Gouvernance est devenue un critère de jugement appliqué à un Etat qui sollicite une aide financière auprès d'une institution internationale.

Dans cet entendement, elle est synonyme de la bonne administration publique et supposée assurer la sécurité des citoyens, garantir le respect de la loi, notamment par un système judiciaire indépendant (état de droit), de gérer de façon correcte et équitable les dépenses publiques, en luttant contre la corruption et enfin obligeant les dirigeants et les responsables politiques à rendre compte de leurs actions devant la population, d'assurer que l'information soit libre et facilement accessible à tous les citoyens, c'est-à-dire la transparence dans la gestion des affaires publiques<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> D. BATTISTELLA, *Dictionnaire des relations internationales*, Dalloz, Paris, 2015, p. 243.

<sup>2</sup> Cadres, employés, sous-traitants et collectivités locales.

<sup>3</sup> J.C. GAZ, *La gouvernance de la mondialisation*, La découverte, Paris, Coll. Les repères, 3<sup>ème</sup> Edition, 2010, pp. 12-16 ; SMOUTS Marie-Claude, « Du bon usage de la gouvernance en relations internationales », in *Revue internationale des sciences sociales*, n°155, mars 1998, pp.53-67.

<sup>4</sup> Voir les conditionnalités de la Banque Mondiale dans les politiques d'ajustements structurels appliqués aux pays pauvres et envoi de développement.

- La prospective est une discipline scientifique qui permet aux sociétés de construire l'avenir qu'elles veulent pour leur devenir se basant sur un certain nombre des facteurs déterminants. C'est autant dire que l'avenir se conçoit, se prépare et se construit en combinant les ressources humaines, minières, eau forestières, etc.

- La stratégie entendue comme une partie de l'art militaire consistant à organiser des opérations d'une guerre, de la défense globale d'un pays. C'est aussi l'art de combiner des opérations pour atteindre un but<sup>5</sup>. Autrement dit, la stratégie n'est rien d'autre qu'un conditionnement réfléchi et intellectuel à une décision ou à un comportement plus rationnel des facteurs dans la prévision et la gestion d'un conflit.

- La géopolitique, une notion polémique, conflictuelle, raciste dans la mesure où elle met en lumière les rapports entre le pouvoir et l'espace. Le trinôme (territoire-communauté-pouvoir) de l'espace politique explique mieux la notion de géopolitique. En effet, le rapport entre l'espace et le pouvoir est régi par le principe de souveraineté, c'est-à-dire tout pouvoir doit dominer, maîtriser et soumettre son espace et toutes ses ressources. Bref, il s'agit d'une discipline qui pense l'espace et le façonner à sa manière.

## **1. GÉOPOLITIQUE PASSIVE PAR ABSENCE DE PROSPECTIVE ET DE STRATÉGIE DANS LA GOUVERNANCE CONGOLAISE**

Pour ce faire, les points ci-après seront développés en vue de mieux organiser le cheminement de la présente étude : Rappel de l'état actuel de la gouvernance en R.D.C, rappel de la géopolitique actuelle de la R.D.C., politiques stratégiques des autres acteurs géopolitiques en R.D.C., état actuel de la pratique prospective et stratégique de la RDC dans sa géopolitique.

### **1.1 État de la gouvernance en République Démocratique du Congo**

Avant d'envisager une gouvernance qui puisse permettre à l'État congolais de créer une nouvelle géopolitique<sup>6</sup> par la prospective et la stratégie, il convient de jeter un regard sur la réalité d'aujourd'hui pour saisir le contexte politique, économique et social de l'État congolais, même si le prétexte ambitieux est d'envisager une projection dans l'avenir avec intelligence et les outils appropriés.

À ce jour, le système congolais de gouvernance est caractérisé par une dynamique de transition et de mutation tant sur le plan politique que sur le

---

<sup>5</sup> *Dictionnaire universel*, Paris, EDICEF, 1996.

<sup>6</sup> H. MOVA SAKANYI, *Traité de géopolitique : Théorie, méthodes, enjeux contemporains*, Tome II, Paris, L'Harmattan, 2021.

plan institutionnel<sup>7</sup>. En effet, le régime politique actuel a connu deux ans de coalition politique, après 18 ans de règne du régime de Joseph Kabila. De ce fait, la gouvernance a été paralysée de manière spectaculaire et publique par une cacophonie et une contradiction entre les différentes institutions du système congolais de gouvernance, animé par un Accord de coalition<sup>8</sup> entre les deux grands regroupements politiques du pays. À la suite de cette lutte politique, le système a évolué avec la rupture de la coalition au pouvoir, ouvrant ainsi la voie à un autre contexte politique sous une nouvelle mouvance présidentielle, dans la première moitié de l'année 2021. C'est à la suite de ces évolutions que l'on note une certaine accélération de la pratique d'une gestion qui semble privilégier les exigences d'une gouvernance démocratique. En réalité, le nouveau système de gouvernance n'est qu'à ses débuts et, en plus, dans un contexte de transitions et de mutations tel qu'évoqué ci-haut.

Sans avoir encore posé des grandes bases politiques et institutionnelles, on doit noter que l'État congolais ne dispose pas encore de tous les moyens, étant donné la préoccupation majeure de la restauration de l'autorité de l'État, après une longue période de gouvernance kleptocratique, sans adoption ni application de ce qu'exige la bonne gouvernance reste irrésolue et inachevée jusqu'à ce jour. Et par ce fait, l'État congolais essaie de faire évoluer son système de gouvernance<sup>9</sup>. Mais il est fondamentalement encore faible, y compris dans la gouvernance des secteurs stratégiques tels que les mines, l'eau, l'espace territorial, les marchés intérieurs, où la gouvernance sectorielle n'affiche pas encore l'efficacité.

## 1.2 Géopolitique actuelle de la République Démocratique du Congo

Après avoir rappelé l'état actuel de la gouvernance, il est tout aussi important de revenir sur la réalité géopolitique actuelle. En effet, la réalité géopolitique actuelle de la RDC cristallise une participation passive de l'État dans tout ce qui se joue sur son espace vital, faute de gouvernance politique adéquate<sup>10</sup> pour faire face aux défis que posent non seulement la géopolitique mondiale, régionale et locale mais aussi une forte faiblesse d'action dans la géopolitique globale et sectorielle en RDC. D'ailleurs, le fait des différentes réformes et des permutations en cours dans le domaine stratégique de l'État

---

<sup>7</sup> G. NZONGOLA NTALAJA, *Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa. Une analyse des luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale*, Kinshasa-Montréal-Washington, ICREDES, 2015.

<sup>8</sup> J. TILOUINE, « En R.D.C., une alternance politique sous le regard des géants miniers », in « S.L. », 2019.

<sup>9</sup> J. TSHIBWABWA KUDITSHINI, *Réinvention de l'UDPS, déclin du FCC, enjeux de pouvoir et refondation de l'État : savoirs, acteurs et structures*, Tome 1, Kinshasa, EUA, 2021, p. 198.

<sup>10</sup> G. NZONGOLA NTALAJA, *op. cit.*

démontre le contexte propice à une certaine pérennisation des différentes emprises géopolitiques étrangères sur l'espace géostratégique de la RDC<sup>11</sup>.

Bref, l'espace géostratégique congolais est largement investi et dominé par les autres acteurs géopolitiques<sup>12</sup> au détriment de l'État congolais tant sur le plan de la politique publique sectorielle que sur le plan de la politique globale.

### **1.3 Politiques stratégiques des autres acteurs géopolitiques en République Démocratique du Congo**

En réalité, compte tenu de l'importance de l'espace congolais dans la géopolitique et pour préserver leurs intérêts en RDC, les autres acteurs géopolitiques demeurent très actifs et surtout proactifs<sup>13</sup> pour ne pas risquer leurs intérêts ou leur positionnement géophysique.

Fort de leurs ambitions et de leur longueur d'avance en RDC et sur la RDC même, les autres acteurs mondiaux, régionaux et locaux ne cessent de renforcer leurs gouvernances vis-à-vis de la RDC, dans l'unique but de maintenir ou d'accéder à une emprise géostratégique sur cet espace vaste au cœur de l'Afrique. Et, pour ce faire, il ne cesse de renouveler et d'aiguiser leur stratégie ainsi que leur vision sur la RDC. D'ailleurs, c'est ce pourquoi la plupart des acteurs étatiques intéressés disposent des centres d'études sur la RDC dans leurs pays et ces centres alimentent leurs connaissances sur les enjeux et les risques en RDC ; mais surtout, avec ces centres d'intelligence, les décideurs politiques pérennisent une gouvernance stratégique et prospective, pour maintenir leur hégémonie ou leur influence, profitant de ce dont la RDC dispose.

C'est ainsi que la géopolitique actuelle de la RDC reflète la confrontation entre une gouvernance congolaise kleptocratique en réformes et en mutations, face à la multitude de politiques stratégiques<sup>14</sup> développées par d'autres, pour maintenir leurs visées et leur emprise sur l'espace de la RDC.

De tout ce qui précède, il est bien évident qu'on est dans une situation de gouvernance qui n'est pas focalisée sur la consolidation de l'État et, surtout, d'une intelligence stratégique et prospective dans un État dont les valeurs géophysique, géoéconomique placent ces espaces au plus haut niveau des enjeux géopolitiques planétaires. Ceci revient à dire que la participation géopolitique de l'État congolais dans son espace géopolitique ne peut se renouveler que par une gouvernance qui se focalise structurellement et

---

<sup>11</sup> F. THUAL, *Méthodes de la géopolitique. Apprendre à déchiffrer l'actualité*, Paris, Ellipses, 1996.

<sup>12</sup> J. ABEMBA BULAIMU, *L'organisation et l'occupation ougando-rwandaise de la RDC, rôles des sous-traitances*, Kinshasa, les cahiers du CEDAC, 2016.

<sup>13</sup> ALEXANDRE DEFAY, *La géopolitique*, Que sais-je ? Éd. PUF, Paris, 2005.

<sup>14</sup> GODET Michel, *La boîte à outils de perspective stratégique*, S.L.N.D.

institutionnellement dans la construction d'une culture politique de prospective<sup>15</sup> et des stratégies.

#### **1.4 Pratique prospective et stratégique de la République Démocratique du Congo dans sa géopolitique**

Connaissant ce que représente l'espace congolais dans le monde, on peut se poser la question de savoir si la RDC a une pratique politique qui tient compte des enjeux géopolitiques qui se jouent sur son territoire. En réalité, lorsqu'on observe la politique congolaise en termes de gestion des affaires et des intérêts, on constate immédiatement que la prospective et la stratégie n'apparaissent que dans les documents scientifiques, et très rarement, dans les discours politiques sauf de manière démagogique et incidentielle pendant les périodes électorales. Le sous-développement économique et social semble rimer avec la pauvreté politique due à l'absence des stratégies et des perspectives dans la pensée tout comme dans les actions des décideurs congolais<sup>16</sup>. C'est ainsi que systématiquement, la direction des affaires publiques de l'État est caractérisée par les improvisations, la non-programmation et le colmatage.

En effet, la pratique de la gouvernance congolaise est largement limitée par l'absence de la culture, de l'analyse du contexte avant tout, de l'action politique, de la planification politique, de la motivation politique et de l'évolution continue de politique publique. Au fait, il est impératif que la première démarche politique puisse être la création rapide des structures d'intelligence devant constituer des instances apportant l'aide appropriée en termes d'expertise, pour édifier et donner de la substance à toute action politique, afin de faciliter la planification, les survies et l'évaluation de politique, de gouvernance.

Ainsi donc, l'État congolais ne cesse de tâtonner dans sa politique fondamentale et sectorielle pendant qu'il s'est affaibli de l'intérieur et de l'extérieur après de longues périodes des transitions et des pillages. Donc, sans connaissance ni intelligence politique, la RDC, en termes de gouvernance, ignore la prospective<sup>17</sup> et la stratégie dans sa gouvernance kleptocratique.

---

<sup>15</sup> M. GODET, *Manuel de perspective stratégique*, Tome I, France, DUNOD, S.D.

<sup>16</sup> A. MBATA MANGU, « Libertés académiques et responsabilités sociales des universitaires en République Démocratique du Congo », Colloque sur les libertés académiques en RDC organisé par le CODESRIA, Kinshasa, 25 juin 2004.

<sup>17</sup> J. TILOUINE, *op. cit.*

## **2. IMPÉRATIF DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STRATÉGIE DANS LA GOUVERNANCE MINIÈRE EN RDC POUR UNE GÉOPOLITIQUE MINIÈRE ACTIVE**

En ce qui concerne ce point, l'accent est mis sur l'impératif d'une gouvernance qui fait appel et usage de la prospective et de la stratégie, pour une autre géopolitique congolaise des mines.

En effet, cette partie de l'étude est axée sur :

- Le rappel de la mauvaise gouvernance actuelle des mines par l'Etat congolais et le risque de demain ;
- L'impératif d'une prospective congolaise pour une autre géopolitique des mines ;
- La nécessité des stratégies congolaises dans la géopolitique des mines en RDC ;
- La pertinence urgente des vecteurs congolais dans la géopolitique des mines.

### **2.1. Rappel de la mauvaise gouvernance actuelle des mines par l'Etat congolais et risque de demain**

Au-delà des problèmes de la gouvernance globale, le secteur des mines est un secteur stratégique, qui est malheureusement caractérisé par une gouvernance qui a largement desservi la RDC au profit des autres acteurs géopolitiques. Cela est dû, en grande partie, à un espace d'intelligence politique et une stratégie prospective. En plus, ce secteur n'a pas structurellement ni techniquement évolué de manière à asseoir une gouvernance solide et durable, compte tenu aussi de son importance économique pour l'Etat congolais, d'une part, et de l'importance internationale et géopolitique des mines<sup>18</sup> riches et variées dont regorge l'espace congolais, d'autre part.

À ce jour, l'Etat congolais manque de gouvernance appropriée et est non seulement sans vision mais aussi et surtout est marginalisé dans ce secteur. C'est ici qu'on observe la faillite de l'Etat congolais de manière spectaculaire et progressive pour ne se contenter que des recettes des taxes et des redevances, au lieu de marquer son engagement économique et stratégique dans ce secteur des mines. En outre, ce secteur est largement dominé actuellement par l'exploitation massive menée par un grand nombre d'acteurs non étatiques asiatiques, en majorité, et occidentaux, en nombre limité. Cette situation, avec de fortes emprises étrangères sur les mines congolaises, renferme des risques

---

<sup>18</sup> P. SUBRA, « Le géopolitique, une ou plurielle, place, enjeux et outils d'une géopolitique locale », in *Cairn*, N°146-148, 2012, pp. 45 à 70.

énormes difficiles à mesurer pour l'Etat congolais pour son avenir économique et politique.

## **2.2. Impératif d'une prospective congolaise pour une autre géopolitique des mines**

Si hier, la RDC a démontré une forte capacité et présence dans le secteur des mines, aujourd'hui, la situation est tellement dramatique avec les dominations étrangères qu'il faut impérativement lever une option visionnaire et stratégique pour décider de sa repotentialisation programmatique, dans la gouvernance de sa géopolitique des mines à l'horizon 2033; mais avec deux phases intermédiaires fondatrices 2023 et 2028, en vue de se rattraper et de s'inscrire activement dans les enjeux de l'avenir.

En effet, il est question, dès à présent, de bien penser la réalité actuelle à changer dans la gouvernance minière, pour agir géopolitiquement et géostratégiquement et entraîner la nouvelle réalité d'une géopolitique des mines de participation active des acteurs géopolitiques étrangers.

En effet, l'impérialité pour la gouvernance congolaise doit consister à décider la création de l'organisation et du fonctionnement d'une agence nationale du programme stratégique<sup>19</sup> minier 2033, comme cadre institutionnel devant formuler, finaliser, conduire et surtout veiller stratégiquement à la conduite d'une nouvelle vision minière congolaise, pour une nouvelle réalité à constater en 2033, mais qui sera progressivement et annuellement réalisée. Pour ce faire, les objectifs de cette prospective congolaise peuvent fixer des géo-tactiques intermédiaires 2023 et des géo-tactiques d'émergence manifeste 2025, avant l'aboutissement de la géostratégie de potentialisation incontestable et incontestée en 2023.

Enfin, à travers cette prospective congolaise d'une nouvelle géopolitique des mines, la structure stratégique sera assise nécessairement sur des stratégies prioritaires et des vecteurs indisponibles d'une planification rigoureuse et intelligente pour la réussite de cette prospective, de manière à gérer et anticiper tous les risques réels et potentiels.

## **2.3. Nécessité des stratégies congolaises dans la géopolitique des mines en RDC**

À la suite de la prospective précitée, il est plus que nécessaire que dans la gouvernance congolaise, il faille des stratégies devant mener à l'avènement d'une nouvelle géopolitique des mines au Congo, axées sur un partenariat de gouvernance et d'intelligence de confirmation des sociétés minières nationales et une expertise nationale structurée et qualifiée pour permettre à la RDC de

---

<sup>19</sup>N. PAQUET, *Vers une analyse géopolitique des grands projets d'aménagement et de développement au Québec : le cas des gaz de schiste*, Université de Laval, 2020, pp. 335-346.

participer activement<sup>20</sup> non seulement comme acteur étatique, mais aussi à travers des acteurs économiques et technologiques non étatiques de nationalité congolaise, servant des champions nationaux dans la géopolitique congolaise des mines.

En effet, la nécessité de la géostratégie congolaise de potentialisation minière ne peut que s'appuyer, d'une part, sur un volet économique et industriel, et, un autre volet aussi stratégique, à savoir scientifique et technologique, d'autre part, car il faut concilier la construction d'une puissance économique congolaise dans le secteur stratégique des mines ainsi que le développement d'une intelligence technologique et professionnelle dans ces mêmes domaines étant donné que c'est dans ces deux sphères que la RDC doit se mobiliser pour lancer et déclencher une mutagénèse géopolitique congolaise, susceptible de lui permettre d'être considérée et respectée dans ces domaines aux enjeux planétaires.

#### **2.4. Pertinence urgente des vecteurs congolais dans la géopolitique des mines**

Pour réaliser la prospective congolaise dans une nouvelle géopolitique des mines en RDC, la potentialisation de l'Etat congolais passe par la matérialisation de la géostratégie nouvelle en phase intermédiaire des géo-tactiques de 2023 et des géo-tactiques manifestes de 2028.

En effet, il est à la fois pertinent et urgent de lancer des cris perçants sans tarder avec l'opérationnalisation des deux vecteurs de la potentialisation congolaise devant aboutir inéluctablement et programmatiquement à la construction, jour après jour, d'une géopolitique des mines.

Pour ce faire, l'urgence géo-tactique consiste en la création des nouvelles sociétés congolaises minières spécialisées dans un seul produit minier, d'une part, et d'autre part, la création dans une urgence absolue des nouvelles écoles polytechniques des mines devant être gérées par un conseil national des hautes écoles polytechniques des mines, mettant en réseau et en intelligence la construction de cette intelligence minière.

Pour ce qui est des nouvelles sociétés nationales minières, il est question de prioriser la création des compagnies industrielles et commerciales des mines les plus stratégiques, à travers des structures telles que : National Gold Company, National Diamond Company et National Coltan Company...

Il s'agit, à travers ces trois modèles, d'un schéma géostratégique s'inscrivant rapidement dans la géoéconomie des mines, de profiter de nos avantages

---

<sup>20</sup> MWAYILA THİYEMBE, *La politique étrangère de la RDC : continuité et rupture géopolitique mondiales*, éd. L'Harmattan, 2009, p. 560.

comparatifs des synergies avec des partenariats orientés auprès des multinationales, afin de rompre avec le basculement géopolitique minier vers les pays voisins de la RDC, qui évoluent en sous-traitance avec ces sociétés multinationales, au détriment de la potentialisation géopolitique de la RDC.

À cela s'ajoute la création rapide des établissements publics appelés à assurer l'administration spécifique autonome pour chaque type de mines, en termes d'office national, avec une direction générale à Kinshasa et des directions provinciales à l'intérieur du pays ; sans oublier non plus la création des bureaux nationaux des consultances d'expertise pour chaque type de mines, afin de peaufiner l'intelligence administrative et technique de l'État congolais, pour une meilleure emprise également dans la géopolitique des mines. Car il faut admettre que par rapport à l'envergure des enjeux multiples des activités minières sur les territoires congolais, il est plus qu'urgent et utile de procéder au développement du système de la gouvernance congolaise des mines au-delà du Secrétariat général des mines, du Cadastre minier et de quelques sociétés d'État dans les domaines des mines, après 60 ans d'indépendance.

## CONCLUSION

La présente étude a consisté en une analyse prescriptive pour une gouvernance congolaise prospective, stratégique et une géopolitique active en perspective. Elle a porté sur deux points majeurs, axés respectivement sur les perspectives dans la géopolitique en République Démocratique du Congo et l'impératif d'une gouvernance congolaise prospective et stratégique pour une géopolitique se voulant d'une participation active.

Si donc dans le premier point l'étude s'est préoccupée de se faire une idée de ce que sera l'état de la géopolitique de la République Démocratique du Congo dans un avenir proche, dans le second point, en revanche, il a été question de justifier la nécessité d'un nouveau type de gouvernance devant être axé sur la stratégie et la prospective, au regard de la passivité actuelle de l'Etat congolais dans la géopolitique de son propre espace.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. ABEMBA BULAIMU, J., *L'organisation et l'occupation ougando-rwandaise de la RDC, rôles des sous-traitances*, Kinshasa, les cahiers du CEDAC, 2016.
2. ALEXANDRE DEFAY, *La géopolitique, Que sais-je?*, éd. PUF, 2005.
3. COUTAU-BEGARIE, H., *Traité de stratégie*, 3e éd., Paris, ISC-Economica, 2001.
4. GODET Michel, *La boîte à outils de perspective stratégique*, S.L.N.D.
5. GODET Michel, *Manuel de perspective stratégique*, Tome I, France, DUNOD, S.D.
6. MBATA, MANGU, A., « Libertés académiques et responsabilités sociales des universitaires en République Démocratique du Congo », Colloque sur les libertés académiques en RDC organisé par le CODESRIA, Kinshasa, 25 juin 2004.
7. MOVA SAKANYI, H., *Traité de géopolitique : les différences conceptions dans le monde*, Tome I, Paris, L'Harmattan, 2021.
8. MOVA SAKANYI, H., *Traité de géopolitique : Théorie, méthodes, enjeux contemporains*, Tome II, Paris, L'Harmattan, 2021.
9. MWAYILA THIYEMBE, *La politique étrangère de la RDC: continuité et rupture géopolitique mondiales*, éd, L'Harmattan, 2009.
10. NZONGOLA NTALAJA, G., *Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa. Une analyse des luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale*, Kinshasa-Montréal-Washington, ICREDES.
11. OMASOMBO, J., *Biographie des acteurs de la troisième République*, Kinshasa-Lubumbashi-Tervuren, CEP-CERDAC-Africa, 2009.
12. OTSHUDI SHOTSHA, A., « Le Basculement géopolitique des provinces frontalières en République démocratique du Congo : opportunité ou menace », in *International journal of Innovation and Applied Studies*, Vol. 17, N° 17, 2016.
13. PAQUET, N., *Vers une analyse géopolitique des grands projets d'aménagement et de développement au Québec : le cas des gaz de sciste*, Université de Laval, 2020.
14. PASCAL BONIFACE, *Comprendre le monde*, éd, Armand colin, 2009.
15. PASCAL BONIFACE, *Géopolitique: Relation Internationales*, éd, Eyrolles, Paris, 2011.
16. SUBRA, P., « Lé géopolitique, une ou plurielle, place, enjeux et outils d'une géopolitique locale », in *Cairn*, N°146-148, 2012.
17. THUAL, F., *Méthodes de la géopolitique. Apprendre à déchiffrer l'actualité*, Paris, Ellipses, 1996.
18. TILOUINE Joan, « En R.D.C., une alternance politique sous le regard des géants miniers », in « S.L. », 2019.
19. TSHIBWABWA KUDITSHINI, J., *Réinvention de l'UDPS, déclin du FCC, enjeux de pouvoir et refondation de l'État : savoirs, acteurs et structures*, Tome 1, Kinshasa, EUA, 2021.